



**B**elgavoka est notre réseau d'avocats, représenté dans chacun des 27 arrondissements judiciaires belges et au Grand-Duché de Luxembourg. En liaison avec d'autres réseaux européens, il a comme priorité absolue le meilleur service à la clientèle au niveau local, avec une offre juridique appropriée dans les différents domaines du droit.

Pour y parvenir, et compte tenu d'une société en constante évolution, ses membres s'engagent à poursuivre continuellement leur formation permanente. Cet objectif est notamment atteint par l'organisation régulière de sessions d'information et de formation. Nous vous proposons dans ce newsletter la synthèse des exposés qui ont été présentés par trois orateurs invités à notre journée de formation de ce 2 mars 2007, à savoir :

- Médiation : pourquoi les médiateurs royaux ne peuvent pas réussir, par Me Theo DE BEIR;
- Excusabilité et mariage par Me Victor DEBONNET;
- Aller en recours contre un mauvais résultat scolaire par Me Guido VANDENEYDE.

Nous vous souhaitons très bonne lecture et nous vous invitons également à venir visiter régulièrement notre site internet ([www.belgavoka.be](http://www.belgavoka.be)) et notamment ses news qui évoquent continuellement l'actualité tant législative que judiciaire.

Guido ZIANS, Président

**B**elgavoka is ons netwerk van advocaten, vertegenwoordigd in elk van de 27 gerechtelijke arrondissementen van België en het Groothertogdom Luxemburg. Het netwerk heeft als hoogste prioriteit om in samenwerking met andere Europese netwerken de beste klantenservice op lokaal niveau te bieden door een passend juridisch aanbod in de verschillende domeinen van het recht.

Om hierin te slagen en rekening houdende met een constant veranderende samenleving, verbinden de leden zich hun permanente vorming te blijven voortzetten. Dit doel wordt in het bijzonder bereikt door geregeld informatie- en vormingsbijeenkomsten te organiseren. Wij leggen u in deze nieuwsbrief de opbouw van de lezingen die zijn gepresenteerd door drie gastsprekers op de cursusdag van 2 maart 2007 voor, te weten:

- Bemiddeling / Mediation : waarom de Koninklijke bemiddelaars niet kunnen lukken door Mr. Theo DE BEIR;
- Verschoonbaarheid en het huwelijk door Mr. Victor DEBONNET;
- Procederen tegen een slecht schoolrapport door Mr. Guido VANDENEYDE.

Wij wensen u veel leesplezier en nodigen u tegelijk uit tot het regelmatig bezoeken van onze website ([www.belgavoka.be](http://www.belgavoka.be)) en in het bijzonder de rubriek 'news' die constant de laatste stand van zaken geeft, hetzij op het gebied van wetgeving hetzij op het gebied van recht.

Guido Zans, Voorzitter

**B**elgavoka – so heißt unser Netzwerk von Rechtsanwälten, das in jedem der 27 belgischen Gerichtsbezirke und im Großherzogtum Luxemburg vertreten ist. Gemeinsam mit anderen europäischen Netzwerken hat es sich als absolute Priorität den besten Dienst am Kunden auf der örtlichen Ebene und eine optimale Dienstleistung in den verschiedensten juristischen Bereichen gesetzt.

Um dieses Ziel in einer im ständigen Wandel begriffenen Gesellschaft zu erreichen, nehmen die Mitglieder des Netzwerkes regelmäßig an Fortbildungen teil. Diese Zielsetzung wird vor allem durch die regelmäßige Organisation von Informationsversammlungen und Ausbildungsreihen verwirklicht. Wir stellen Ihnen in diesem Newsletter die Zusammenfassung der Vorträge von drei Gastrednern unserer Fortbildungsveranstaltung vom 2. März 2007 vor:

- Mediation : Warum die königliche Mediation nicht erfolgreich sein kann – Vortrag von Rechtsanwalt Theo DE BEIR;
- Entschuldbarkeit und Ehe – Vortrag von Rechtsanwalt Victor DEBONNET;
- Prozessieren gegen ein schlechtes Schulzeugnis – Vortrag von Rechtsanwalt Guido VANDENEYDE.

Wir wünschen Ihnen eine angenehme Lektüre und laden Sie des Weiteren zum regelmäßigen Besuch unserer Internetseite [www.belgavoka.be](http://www.belgavoka.be) und der dort stehenden Neuigkeiten, die auf dem neuesten Stand der Dinge in der Gesetzgebung und Rechtsprechung sind, ein.

Guido ZIANS, Vorsitzender

**B**elgavoka is our network of lawyers, represented in each of the 27 legal districts of Belgium and the Grand Duchy of Luxembourg. In liaison with other European networks, its absolute priority is to provide the best service to the clientele on a local level, with an appropriate supply of legal services in the different legal fields.

In order to achieve this, and given that we are in a constantly changing society, its members undertake to continually take further training to update their knowledge. This objective is achieved in particular by regularly organising information and training sessions. In this newsletter we present a summary of the presentations given by three speakers invited to our training day on 2 March 2007, i.e.:

- Conciliation / Mediation: Why the Royal Intermediaries are Doomed to Fail by Lawyer Theo DE BEIR;
- Discharge and marriage by Lawyer Victor DEBONNET;
- Litigation against a bad school report by Lawyer Guido VANDENEYDE.

We hope you enjoy reading them and we also suggest you to regularly visit our internet site ([www.belgavoka.be](http://www.belgavoka.be)), in particular for the news on current legislative and judicial affairs.

Guido ZIANS, Chairman

## MÉDIATION : POURQUOI LES MÉDIATEURS ROYAUX NE PEUVENT PAS RÉUSSIR ?

Le Roi Albert II ne s'en sort pas, même pas après 1.5 mois d'essai. A l'exception du fait que la Belgique est assez complexe et née d'une révolution unilatérale et d'une fusion de deux communautés, le roi, son entourage et les responsables politiques, ont constaté que les décisions prises sont un sérieux obstacle à la médiation.

La connaissance de méthodes sophistiquées de solution des différends est de plus en plus importante pour ceux qui s'occupent de responsabilités sociales.

Les conflits sont plus fréquents, plus complexes, délicats et exigent une réponse rapide, une solution optimale.

La médiation est internationalement reconnue comme la méthode de solution des différends moderne par excellence, et récemment par la directive européenne du Conseil et le Parlement du 24 mai 2008.

La médiation est une forme de règlement de conflits, dans lequel un expert neutre, le médiateur, accompagne les négociations entre les parties afin de les guider dans leurs intérêts réels et partagés, et d'obtenir pour chacun d'entre eux les meilleurs résultats (AFM Brenninkmeyer, Manuel de médiation, SDU, 2005, p. 6 et suiv.) Il est évident que la rapidité, le contrôle du coût et la sécurité sont des avantages très importants par rapport aux autres formes de résolution des litiges (tribunaux, l'arbitrage, ...).

### Quelles sont les caractéristiques de la médiation ?

1. la volonté libre : les parties concernées acceptent la formule d'un médiateur qui est suffisamment indépendant des parties et acceptent que le médiateur les aide dans le processus de la médiation. Ils doivent s'engager à ce « commitment » (engagement) et savoir qu'ils peuvent à tout moment se retirer (l'une des parties, mais aussi le médiateur);
2. la confidentialité: il faut être en mesure de s'exprimer librement sans que ceci puisse être abusé par l'autre partie, durant mais aussi après la médiation, et le médiateur doit assurer la confidentialité et ne pas communiquer à des tierces parties au sujet de la médiation, sous peine d'une action en responsabilité professionnelle;
3. le processus de la médiation : allant de l'entretien, à l'exploration de l'historique des faits, sur les options, par le biais de négociations, pour être achevée dans un accord ou d'un règlement où ce processus est guidé par un médiateur indépendant et spécifiquement formé, qui aide les parties à arriver à des solutions, qu'ils remplissent elles-mêmes.

Les parties se réservent le droit d'activer toutes les procédures judiciaires ou arbitrales qu'ils jugent utile. Toutefois, toutes les procédures (à l'exception de celles d'une nature conservatoire) seront suspendues jusqu'à ce qu'un accord entre les parties ait été atteint ou jusqu'à ce qu'une partie ou

le médiateur suggère une fin à la médiation.

Le médiateur agit en totale neutralité en vue de promouvoir un accord à l'amiable. À cette fin, il s'efforcera de créer les conditions qui permettront ou faciliteront ce qui suit : la fourniture mutuelle de l'information et la compréhension des situations respectives des parties; promouvoir la communication entre les parties au sujet de leurs difficultés et de leurs attentes; la recherche de solutions appropriées pour répondre aux attentes des parties et pour répondre aux difficultés identifiées et à surmonter; la promotion efficace et une négociation sincère; la conclusion par les parties, sur une base volontaire, d'une transaction qui englobera la solution atteinte;

### Pourquoi les médiateurs royaux vont échouer ?

1. ils n'ont pas été volontairement choisis par les parties ou les intervenants, mais ont été imposés aux parties. En outre, les médiateurs du Roi n'ont pas été formés pour faire de la médiation. Enfin, ce ne sont pas des personnages indépendants (politique), qui sont de plus en plus perçus comme appartenant à un parti politique et, par conséquent, ils ne sont pas en mesure de créer la confiance.
2. l'expérience de toutes les précédentes tentatives nous enseigne que ( le non-respect de ) la confidentialité a mis des bâtons dans les roues du formateur et plus tard Premier ministre et qu'il n'a pas réussi à imposer cela aux négociateurs: on ne peut plus ou on n'ose plus parler librement. Un médiateur ne peut « ventiler » son opinion personnelle au monde extérieur ( et même pas à l'intérieur de la médiation ) comme à tort M. Lambertz l'a déjà fait par prendre position par rapport au calendrier.
3. une médiation ne devrait pas dire qu'elle doit absolument aboutir à un compromis à la belge: une médiation doit passer par toutes les étapes, oser tout interrogatoire, permet aux parties d'exprimer leurs véritables intérêts et, espérons - compréhension de l'autre partie. Le respect pour les autres opinions est très important et toutes les options devraient être passées en revue. Si la médiation en fin de compte échoue, elle aura à tout le moins eu comme mérite ( si elle a été menée de manière adéquate, moyennant le respect des règles du jeu ) d'avoir obtenu une meilleure compréhension mutuelle des parties. Et c'est là la base d'une solution négociée entre les parties. Tout espoir n'est donc pas perdu.

Enfin, et en général, le terme de médiation est très vague et prête à confusion ( en tous cas en néerlandais il est préférable d'utiliser le terme anglais mediation ) et utilise le pavillon qui ne couvre plus la charge utile.

Mais même en mieux expliquant son vrai sens, les médiateurs royaux ne réussiront pas...

## EXCUSABILITÉ ET MARIAGE

Victor DEBONNET

Le régime de l'excusabilité connu dans le droit de la faillite a été profondément modifié par la loi sur les faillites du 8 août 1997, *Moniteur Belge* du 28 octobre 1997, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

Après diverses tergiversations du législateur et interventions de lois "réparatrices" de la loi du 8 août 1997 précitée, le régime de l'excusabilité semble maintenant "stabilisé"<sup>(1)</sup>.

Pour les faillis, personnes physiques, l'excusabilité peut être accordée par décision rendue sur requête du failli, laquelle ne pourra être adressée au Tribunal de Commerce qu'après l'écoulement d'un délai minimum de six mois prenant cours à partir de la date du jugement de faillite (article 80 de la loi).

Dans l'hypothèse d'une absence de requête du failli, le Tribunal de Commerce, à la clôture de la faillite, doit convoquer le failli pour examiner avec lui l'application ou non de l'excusabilité.

L'excusabilité accordée empêche les poursuites ultérieures à celle-ci des créanciers de la faillite contre le failli (article 82), sauf les créanciers d'aliments ou d'indemnités réparant une atteinte à l'intégrité physique.

Enfin, le conjoint du failli, qui est obligé à la dette, est "libéré" de cette obligation par l'effet de l'excusabilité (article 82).

Une difficulté est apparue concernant le bénéfice de l'article 82 au profit du conjoint, dans le cas de dissolution du mariage avant le prononcé du jugement accordant l'excusabilité.

Autrement dit, si un décès du failli ou un divorce de celui-ci interviennent avant la décision d'excusabilité, l'ex-conjoint veuf ou divorcé peut-il encore prétendre à bénéficier de l'excusabilité ?<sup>(2)</sup>

Il est unanimement admis que l'excusabilité s'apprécie au moment où le juge statue, à l'inverse, par exemple, du sort des cautions.

Ce faisant, les effets de l'excusabilité sont tenus pour s'appliquer à la date du jugement qui l'accorde.

Conséquemment, la question a été posée de savoir si l'excusabilité pouvait bénéficier à un conjoint qui avait cessé d'être marié soit à la date de la faillite, soit au cours de celle-ci.

Force est de constater que la Cour d'Arbitrage et/ou Constitutionnelle<sup>(3)</sup>, en réponse à des questions préjudicielles confirmait :

1. que l'article 82 alinéa 2 de la loi sur les faillites, tel que modifié par la loi du 2 février 2005, doit bien s'interpréter comme impliquant que, pour être déchargé, le conjoint doit encore être lié au failli par le mariage au

moment de la déclaration d'excusabilité.

2. que l'article 82 alinéa 2, compris dans ce sens, ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution et ne peut donc être annulé.

\* \*  
\*

Le législateur, une nouvelle fois, intervient avec une loi du 18 juillet 2008, intitulée "Loi modifiant l'article 82, alinéa 2, de la loi du 8 août 1997 sur les faillites en ce qui concerne l'excusabilité des ex-conjoints", publiée au *Moniteur Belge* du 28 août 2008 et entrant en vigueur à même date, soit le 28 août 2008.

Le texte ainsi rédigé précise :

"Le conjoint du failli qui est personnellement obligé à la dette de son époux ou l'ex-conjoint qui est personnellement obligé à la dette de son époux, contractée du temps du mariage, est libéré de cette obligation par l'effet de l'excusabilité."

Cette modification s'inscrit, certes tardivement, dans le bon sens, faisant écho aux critiques judicieuses formulées par divers auteurs sur les motivations des décisions de la Cour d'Arbitrage / Constitutionnelle.

- (1) Pour un historique et des développements sur l'excusabilité au profit du conjoint, *Revue de Droit de Commercial belge*, Edition LARCIER, pages 307 à 331, Bénédicte INGHELS, LA FAILLITE, Edition LARCIER 2006, François T'KINT et Werner DERIJCKE, pages 372 et 373
- (2) De l'excusabilité accordée à titre posthume, ouvrage collectif SURETES ET PROCEDURES COLLECTIVES, Commission Université Palais, LIEGE, ANTHEMIS, SA LIEGE, 2008, page 111
- (3) Arrêt de la Cour d'Arbitrage 37/2007 du 7 mars 2007 – numéros de rôle 3987 et 4021  
Arrêt de la Cour Constitutionnelle 3/2008 du 17 janvier 2008 – numéro de rôle 4146

## ALLER EN RECOURS CONTRE UN MAUVAIS RESULTAT SCOLAIRE ?

Guido VANDENEYDE

C'est bien dans l'esprit du temps que de voir beaucoup de parents dont un enfant revient avec un mauvais résultat scolaire (d'ordinaire la fameuse «C-attest»), se poser la question de savoir si quelque chose peut être entrepris.

Ce qui peut être entrepris et sur quelle base n'est pas vraiment connu. Le fondement se situe au niveau fédéral, à savoir les décisions prises respectivement par le Gouvernement de la communauté dans laquelle l'école est établie. Tant la procédure à suivre que les fondements juridiques nécessaires pour apprécier s'il est opportun de contester une décision du conseil de classe, méritent un commentaire plus détaillé, entre autres en raison du très

court délai dans lequel il y a lieu d'agir.

En Communauté flamande, lorsqu'une décision du conseil de classe est contestée par l'étudiant et/ou les parents, ceux-ci peuvent, dans le délai de 3 jours ouvrables après la communication de la décision rendue, faire valoir leur droit à concertation avec le représentant du pouvoir organisateur ou le président du conseil de classe ayant délibéré. C'est dans le règlement de l'école qui mentionne obligatoirement la procédure de recours qu'est indiquée la personne compétente auprès de laquelle la contestation motivée doit être communiquée dans les délais ; Il s'agit généralement de la direction de l'établissement. L'objet de cette concertation dont question consiste en la demande de réunir à nouveau le conseil de classe. En Communauté française, c'est dans le règlement des études, délivré lors de l'inscription, que doit être prévue une procédure interne de conciliation organisée par chaque pouvoir organisateur, en ce qui concerne la contestation d'une décision du conseil de classe. Cette procédure interne doit être clôturée dès le 30 juin pour les conseils de classe de juin et 5 jours après la délibération pour les conseils de classe de septembre.

Après cette concertation, le conseil de classe, s'il en est décidé ainsi, est à nouveau convoqué le plus rapidement possible.

En Communauté flamande, s'il est décidé de ne pas réunir à nouveau le conseil de classe ou si la deuxième décision du conseil de classe est contestée, alors l'étape suivante a lieu en commission d'appel qui examine s'il y a lieu à nouvelle réunion du conseil de classe. L'appel auprès de cette commission est introduit endéans le délai de 5 jours ouvrables après la concertation mentionnée ci-dessus, ou, si cette même concertation a conduit à une nouvelle réunion du conseil de classe, endéans un délai de 5 jours ouvrables après que le résultat de cette réunion est communiqué aux personnes concernées. Ensuite le pouvoir organisateur décide si le conseil de classe doit se réunir à nouveau en vue de prendre une nouvelle décision.

Si le conseil de classe se réunit à nouveau, cela doit avoir lieu au plus tard avant le 20 septembre de l'année scolaire suivante.

En Communauté française, et une fois que la procédure interne a été épuisée, le recours motivé contre une décision d'échec ou de réussite avec restriction doit être introduit dans les 10 jours qui suivent la notification de la décision ou de la confirmation de cette dernière par le conseil de classe par lettre recommandée à l'administration qui le transmet au président du conseil de recours mis en place par le décret « missions » du 24 juillet 1997 (art. 95 et suivants – Moniteur Belge du 23 septembre 1997).

La dernière phase de la procédure peut avoir lieu devant le Conseil d'Etat : soit contre la décision du pouvoir organisateur de ne pas réunir à nouveau le conseil de classe, soit contre la décision du conseil de classe lui-même. Il en va de même à l'encontre de la dernière décision rendue en Communauté française. Le délai pour introduire l'action est de 60 jours après la notification.

Vu l'existence d'un préjudice grave difficilement réparable et l'extrême urgence, il est le plus souvent indiqué de ne pas introduire seulement une action en nullité, mais aussi une demande en suspension en extrême urgence et absolue nécessité, de telle sorte que déjà quelques jours après que

la demande ait été introduite devant le Conseil d'Etat, le dossier peut être traité.

Si le Conseil d'Etat accorde la suspension demandée, l'organe qui a pris la décision suspendue prend le plus souvent une nouvelle décision après laquelle, si nécessaire, de nouveau une procédure peut être introduite devant le Conseil d'Etat aussi souvent que nécessaire...

Ce n'est pas le Conseil d'Etat, mais seulement le conseil de classe délibérant qui peut en tout cas décider si l'élève concerné n'a pas réussi.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire ordinaire, le conseil de classe tire sa compétence de l'article 6 quater de la loi du pacte scolaire du 29 mai 1959. Cette disposition le désigne comme étant « le seul organe dans le domaine des décisions concernant formellement ce qui n'est pas réussi » et il précise en outre qu'il « juge si un élève régulier a atteint, dans une mesure suffisante, les objectifs qui sont repris dans le programme scolaire pour pouvoir passer ou non dans l'année scolaire suivante ». La disposition précitée est reprise pour la Flandre dans l'arrêté du Gouvernement flamand concernant l'organisation de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice du 19 juillet 2002 (Moniteur Belge 4 décembre 2002). En Communauté française, c'est le décret du 24 juillet 1997 qui fixe ces missions (art. 95).

Contrairement à ce que l'on pense souvent, la législation n'exige pas que l'étudiant doive avoir satisfait pour toutes ou certaines matières bien déterminées, ou qu'il doive avoir obtenu un pourcentage minimum pour l'ensemble des matières. Ainsi, l'article 57 de l'arrêté précité enseigne au contraire que « le fait de terminer avec fruit des années d'études de l'enseignement secondaire à temps plein n'est pas nécessairement lié à la réussite de tests, examens ou épreuves distincts portant, en tout ou en partie, sur la formation reçue ».

Le conseil de classe dispose d'une large compétence discrétionnaire autonome dans l'évaluation de l'élève. Pour ce faire, il peut s'appuyer ou être motivé sur toutes les données concrètes et pertinentes du dossier, entre autres les résultats complets de toutes les épreuves, interrogations ou examens et l'évolution comme celle qui est ressentie par tous les enseignants et le conseil de classe durant toute l'année scolaire.

Sur base des éléments précités, la question de savoir si les objectifs qui sont repris dans le programme scolaire n'ont pas été atteints de manière suffisante, doit être évaluée pour l'ensemble de la formation au regard des programmes scolaires en arrière plan. Cette vérification par rapport aux programmes scolaires doit également apparaître de la décision du conseil de classe.

Le Conseil d'Etat a déjà jugé en date du 8 novembre 2005 que les attitudes, comportements d'étude ou de vie ne sont pas légitimement portés en compte s'il n'est pas démontré comment ces attitudes et comportements sont repris dans les objectifs des programmes scolaires.

La plupart des décisions du conseil de classe ne sont pas suffisamment motivées puisqu'elles ne sont pas motivées dans le sens où elles ne précisent pas sur base de quelles données concrètes il est jugé que l'élève concerné n'a pas atteint de manière suffisante les objectifs qui sont repris dans

le programme scolaire. Ce manque de motivation «efficace» a déjà souvent permis à des plaintes de connaître une issue favorable devant le Conseil d'Etat.

Dans bien des cas en outre l'article 57 précité de l'arrêté de la Communauté flamande est ignoré dans sa disposition reprise ci-dessus, à savoir «le fait de terminer avec fruit des années d'études de l'enseignement secondaire à temps plein n'est pas nécessairement lié à la réussite de tests, examens ou épreuves distincts portant, en tout ou en partie, sur la formation reçue » ; Cet article est donc ignoré dans le sens où l'attestation B ou C est accordée sur base de l'un ou plusieurs manquements sans que ces manquements soient évalués au regard de l'ensemble de la formation.

Si la procédure précitée aboutit finalement dans une décision légale ou bien dans une attestation tant désirée ou un diplôme, cela hélas n'apparaîtra, après une défense obstinée, bien souvent que dans le courant de l'année scolaire suivante, après quoi si ça tombe, la discussion peut commencer concernant le dommage pour la perte d'une année d'études...

BELGAVOKA G.E.I.E. signale que tout contact avec ses membres constitue uniquement une affaire entre le client potentiel et le membre concerné. Cela signifie que chaque membre se porte garant du secret professionnel et de sa responsabilité dans le cadre de la relation avec les clients. Lorsque le client s'adresse à un membre de Belgavoka cette relation ne peut, en aucun cas, engendrer la responsabilité du G.E.I.E. BELGAVOKA.

## BEMIDDELING / MEDIATION : WAAROM DE KONINKLIJKE BEMIDDELAARS NIET KUNNEN LUKKEN ?



Theo DE BEIR

Koning Albert II geraakt er maar niet uit na bijna 1.5 maanden proberen. Onafgezien van het feit dat België een redelijk ingewikkeld en ontstaan is uit een éézijdige revolutie en een samengaan van twee gemeenschappen, hebben de Koning, zijn entourage en de politieke verantwoordelijken, beslissingen genomen die een bemiddeling zwaar bemoeilijken.

Vertrouwdheid met gesofisticeerde geschiloplossingsmethodes wordt steeds belangrijker voor elkeen die maatschappelijke verantwoordelijkheid draagt. Geschillen komen vaker voor, zijn complexer, delicateser en vergen een snelle, optimale oplossing.

Bemiddeling/mediation wordt internationaal erkend als de moderne geschiloplossingsmethode bij uitstek, recent nog door de EU-Richtlijn van de Raad en het Parlement van 24 mei 2008.

Mediation is een vorm van bemiddeling in conflicten, waarbij een neutrale bemiddelingsdeskundige, de mediator, de onderhandelingen tussen partijen begeleidt teneinde vanuit hun werkelijke belangen tot gezamenlijk gedragen en voor ieder van hen optimale resultaten te komen (A.F.M. Brenninkmeyer, Handboek Mediation, SDU, 2005, p. 6 ev). Het is evident dat snelheid, kostprijscontrole en zekerheid zeer belangrijke voordelen zijn, vergeleken met de andere vormen van geschillenbeslechting (rechtbank, arbitrage, ...).

### Welke zijn de kenmerken van mediation ?

1. de vrijwilligheid : partijen aanvaarden vooreerst een mediator, die voldoende onafhankelijk van de partijen is en stemmen ermee in dat de mediator hen begeleidt in het mediationproces. Zij dienen zich daartoe te engageren (commitment) welwetende dat men er op ieder moment kan uittrekken (één der partijen doch ook de mediator);
2. de vertrouwelijkheid : men dient vrijuit te kunnen spreken zonder dat dit misbruikt wordt door de andere partij, tijdens doch ook na de bemiddeling ; ook de bemiddelaar dient de vertrouwelijkheid te garanderen en aan derden niet te communiceren over de bemiddeling, op straffe van een mogelijke aansprakelijkheidsclaim ;
3. het mediationproces : gaande van het intakegesprek, tot de exploratie en feitenrelaas, over opties, via onderhandelingen om uiteindelijk af te ronden in een overeenkomst of dading waarbij dit proces geleid wordt door een daartoe specifiek opgeleide en onafhankelijke professional die de partijen helpt en bijstaat om tot oplossingen te komen, die zij echter zelf invullen ;

Partijen behouden zich het recht voor om alle gerechtelijke en arbitrale procedures die ze nuttig zouden achten in werking te stellen. Alle procedures (met uitzondering van deze van louter conservatoire aard) zullen echter geschorst worden totdat een akkoord tussen de partijen tot stand is

gekomen of totdat één der partijen of de bemiddelaar een einde stelt aan de bemiddeling.

De bemiddelaar handelt in alle neutraliteit met het oog op het bevorderen van een minnelijk akkoord. Te dien einde zal hij trachten de voorwaarden te scheppen die het volgende zal toelaten of vergemakkelijken : het wederzijds geven van informatie en het begrip van de respectievelijke situaties van de partijen ; het bevorderen van de communicatie tussen de partijen aangaande hun moeilijkheden en verwachtingen ; het zoeken naar geschikte oplossingen om aan de verwachtingen van de partijen tegemoet te komen en om de vastgestelde moeilijkheden te overbruggen ; het bevorderen van een efficiënte en oprechte onderhandeling ; het sluiten door de partijen, op vrijwillige basis, van een dading die de bereikte oplossing zal bevatten ;

### Waarom zullen de Koninklijke bemiddelaars mislukken ?

1. zij werden niet vrijwillig aangesteld door de partijen of belanghebbenden doch werden aan de partijen opgelegd. Bovendien zijn de Koninklijke bemiddelaars niet opgeleid om aan mediation te doen. Tot slot zijn het geen onafhankelijke (politieke) figuren, die daardoor steeds gepercipieerd zullen blijven met een regio of politieke partij en waardoor zij geen vertrouwensklimaat kunnen creëren.
2. de ervaring van alle voorgaande pogingen leert ons dat vrouwelijkheid de formateur en latere eerste minister volledig noodlottig is geworden en dat hij gefaald heeft dit op te leggen aan de onderhandelaars : men kan niet vrijuit meer spreken of men durft het niet meer. Een bemiddelaar dient zijn persoonlijke mening naar de buitenwereld ( en zelfs intern ) niet te ventileren, zoals verkeerdelijk de heer Lambertz al deed door stelling in te nemen aangaande de timing.
3. een bemiddeling wil helemaal niet zeggen dat men tot een ( Belgisch ) compromis moet komen : een bemiddeling moet alle stappen doorlopen, alles durven in vraag stellen waardoor partijen hun werkelijke belangen uitspreken en hopelijk begrip krijgen voor de andere partij. Respect voor de andere mening is zeer belangrijk en alle opties dienen de revue te passeren. Indien de bemiddeling uiteindelijk mislukken zal - doch indien zij op een adequate manier geleid zou worden mits respecteren van de spelregels - , dan nog zal zij aldus voor meer begrip bij de partijen zorgen. En dit vormt dan de basis van een onderhandelde oplossing, tussen de partijen.

Tot slot en in het algemeen, wordt de term bemiddeling te vaak ( verwarrend en onoordeelkundig ) gebruikt waardoor de vlag de lading niet meer dekt. Daarom spreekt men beter over Mediation. Doch zelfs het veranderen van de naam, zal de Koninklijke mediators nog niet doen lukken ....

## VERSCHOONBAARHEID EN HET HUWELIJK

Victor DEBONNET

Het regime van de verschoonbaarheid, zoals we dit kennen in het faillissementsrecht, is grondig gewijzigd door de Faillissementswet van 08.08.1997, verschenen in het Belgisch Staatsblad op 28.10.1997, en die in werking treedt op 01 januari 1998.

Na heel wat getalm van de wetgever en tussenkomst door reparatiewetten aan de Wet van 08 augustus 1997 voornoemd, lijkt het regime van de verschoonbaarheid thans gestabiliseerd. <sup>(1)</sup>

De gefailleerde, fysische persoon, kan vanaf zes maanden na de datum van het vonnis van faillietverklaring aan de rechtbank van koophandel verzoeken om uitspraak te doen over de verschoonbaarheid.

(artikel 80 van de Faillissementswet)

Indien de gefailleerde dergelijk verzoek niet tot de rechtbank van koophandel heeft gericht, moet de rechtbank, bij het sluiten van het faillissement, de gefailleerde oproepen om te onderzoeken of hij onder de toepassing van de verschoonbaarheid valt.

Indien de gefailleerde verschoonbaar wordt verklaard, kan hij niet meer vervolgd worden door zijn schuldeisers.

(artikel 82)

De echtgenoot van de gefailleerde evenwel, die persoonlijk aansprakelijk is voor de schuld van zijn echtgenoot, of de voormalige echtgenoot die persoonlijk aansprakelijk is voor de schuld die zijn voormalige echtgenoot die tijdens de duur van het huwelijk was aangegaan, wordt ingevolge de verschoonbaarheid van die verplichting bevrijd.

Deze verschoonbaarheid heeft evenwel geen gevolgen ten aanzien van onderhoudsschulden en evenmin ten aanzien van schulden voortvloeiend uit de verplichting tot herstel van de schade verbonden aan het overlijden of aan de aantasting van de lichamelijke integriteit van een persoon waaraan de gefailleerde schuld heeft.

Er is echter een moeilijkheid opgedoken met betrekking tot het voordeel dat artikel 82 biedt aan de partner indien het huwelijk ontbonden wordt vóór de uitspraak van het vonnis met betrekking tot de verschoonbaarheid.

Anders gezegd stelt zich de vraag of het overlijden van de gefailleerde of een echtscheiding, die zich voordoen vóór het vonnis van verschoonbaarheid, de ex partner nog de gunst van de verschoonbaarheid verleent ? <sup>(2)</sup>

Het is algemeen aanvaard dat de verschoonbaarheid beoordeeld wordt op het ogenblik waarop de rechter beslist over de tegenstelbaarheid van de verschoonbaarheid, bijvoorbeeld ten aanzien van de borgens.

Op deze wijze resulteert het effect van de verschoonbaarheid zich vanaf de datum van het vonnis dat de verschoonbaarheid toekent.

Logischerwijze stelt zich de vraag of de verschoonbaarheid kan spelen ten voordele van een partner die niet meer

gehuwd is op de datum van het faillissement weze het lopende het faillissement.

Op heden dienen we vast te stellen dat het Arbitragehof of het Grondwettelijk Hof (3) op enkele prejudiciële vragen als volgt heeft geantwoord.

1. dat artikel 82 alinea 2 van de faillissementswet, zoals gewijzigd bij wet van 02.02.05, moet uitgelegd worden in die zin dat, opdat de partner van de gefailleerde zou verschoond worden, deze partner nog moet gehuwd zijn met de gefailleerde op het moment van de beslissing nopens de verschoonbaarheid.
2. dat artikel 82 alinea 2 van de faillissementswet, de artikelen 10 en 11 van de grondwet niet schendt en dus niet moet worden vernietigd.

Ondanks diverse juridische kritieken neergepend door auteurs met betrekking tot de motivering van de beslissingen van het Arbitragehof/Grondwettelijk Hof, is het een illusie is te denken dat de rechtscolleges tegen deze uitleg van het Grondwettelijk Hof zullen ingaan.

Derhalve zullen advocaten en notarissen, die in aanraking komen met het echtscheidingsrecht, zowel oplettend als creatief moeten zijn bij echtscheidingsprocedures waar één van de partners een persoonlijk gefailleerde is.

Er zal moeten een afweging gemaakt worden tussen enerzijds de voordelen en de gevaren van het schorsen van een echtscheidingsprocedure in deze context en anderzijds, zo nodig, de vastberadenheid bij de gefailleerde om een beslissing over zijn verschoonbaarheid te benaarstigen.

Het lijkt moeilijk om de gevolgen van de verschoonbaarheid effect te laten hebben tot vóór de datum van het faillissement en derhalve de ex-partner te laten genieten van de voordelen van de verschoonbaarheid indien hij niet meer gehuwd was op datum van het faillissement.

Voor partners daarentegen die nog steeds gehuwd zijn op het ogenblik van het faillissement, is er niets dat er zich tegen verzet.

De wetgever zou, door een alinea 4 te voegen aan artikel 82 van de Faillissementswet, kunnen preciseren dat de kwalificatie van echtgenoot in de zin van alinea 2 dient beoordeeld te worden op het ogenblik van het uitspreken van het faillissement, in elk geval minstens op het ogenblik waarover er wordt gestatueerd over de verschoonbaarheid.

De motivering voor dergelijke wet kan gevonden worden in het feit dat er op het ogenblik van het faillissement een economische entiteit bestaat, gevormd door twee echtgenoten en dit tot het faillissement er een einde aan stelt.

- (1) Voor een overzicht en evolutie met betrekking tot de verschoonbaarheid ten bate van de echtgenoot, Revue de Droit Commercial Belge, Editie LARCIER, pag. 307 tot 331, Bénédicte INGHELS, LA FAILLITE, editie LARCIER 2006, François T'KINT en Werner DERIJCKE, pag. 372 en 373.
- (2) Over de posthume verschoonbaarheid, bundeling SURRETES ET PROCEDURES COLLECTIVES, Commission Université Palais, Liège, ANTHEMIS, SA LIEGE, 2008, pag. 111.
- (3) Arrest Arbitragehof 37/2007 van 07 maart 2007, rolnummer 3987 en 4021. Arrest Grondwettelijk Hof 3/2008 van 17 januari 2008, rol nr. 4146.

## PROCEDEREN TEGEN EEN SLECHT SCHOOL-RAPPORT?

Victor DEBONNET

Het zal wel de tijdsgeest zijn dat bij veel ouders wiens kind met een slecht schoolresultaat thuiskomt (veelal het fameuze "C-attest") de vraag opkomt of hier tegen "iets" kan ondernomen worden.

Wat kan ondernomen worden, en op welke gronden, is minder gekend. De basis is terug te vinden in de federale wetgeving, respectievelijk de besluiten genomen door de regering van de gemeenschap waarin de school gevestigd is. Zowel de te volgen procedure én de rechtsgronden dewelke relevant kunnen zijn om te beoordelen of het al dan niet aangewezen is om een beslissing van de delibererende klassenraad aan te vechten verdienen nadere toelichting, ondermeer omwille van de zeer korte termijn waarbinnen moet worden gehandeld.

Zo de klassenraad een beslissing neemt die wordt betwist door de leerling en/of ouders kunnen deze binnen drie werkdagen na mededeling, het recht doen gelden op overleg met de afgevaardigde van de inrichtende macht of de voorzitter van de delibererende klassenraad. In het schoolreglement, dat verplicht de beroepsprocedure vermeldt, wordt doorgaans de directie aangewezen als de bevoegde persoon bij wie de gemotiveerde betwisting tijdig kenbaar gemaakt dient te worden. Voorwerp van voormeld overleg is het verzoek om de klassenraad opnieuw bijeen te roepen.

Na voormeld overleg wordt de delibererende klassenraad, zo hiertoe beslist werd, zo spoedig mogelijk opnieuw bijeengeroepen.

Indien beslist werd dat de delibererende klassenraad niet meer opnieuw diende samen te komen of indien ook de tweede beslissing van de klassenraad betwist wordt, is de volgende stap dat de beroepscommissie dient te adviseren of het aangewezen is dat de klassenraad nogmaals (!) bijeenkomt. Het beroep bij de beroepscommissie wordt ingesteld binnen een termijn van 3 werkdagen na voormeld overleg of indien het desbetreffend overleg heeft geleid tot een nieuwe bijeenkomst van de delibererende klassenraad, binnen een termijn van 3 werkdagen nadat het resultaat van deze bijeenkomst aan de betrokken personen werd meegedeeld. Vervolgens beslist de inrichtende macht of de klassenraad wel of niet opnieuw dient samen te komen met het oog op het nemen van een nieuwe beslissing.

Indien de klassenraad opnieuw dient samen te komen, dient dit uiterlijk op 15 september van het daaropvolgende schooljaar te gebeuren.

De laatste fase van de mogelijke procedure is de Raad van State: hetzij (1<sup>o</sup>) tegen de beslissing van de inrichtende macht om de klassenraad niet opnieuw samen te roepen, hetzij (2<sup>o</sup>) tegen de beslissing van de delibererende klassenraad zelf. Hierbij is de termijn binnen 60 dagen na kennisgeving.

Gelet op het moeilijk te herstellen ernstig nadeel en de hoogdringendheid, is het doorgaans aangewezen niet enkel een nietigverklaring te vorderen doch ook een schorsing bij

uiterst dringende noodzakelijkheid, zodat reeds enkele dagen nadat het verzoek ingediend werd bij de Raad van State het dossier behandeld kan worden.

Zo de Raad Van State de gevraagde schorsing toestaat, neemt het orgaan dat de geschorste beslissing nam, doorgaans een nieuwe beslissing, waarna -zo nodig- weerom een procedure bij de Raad van State ingeleid kan worden, zo vaak als nodig...

Niet de Raad van State doch enkel de delibererende klassenraad kan immers beslissen of de betrokken leerling al dan niet geslaagd is.

Deze klassenraad ontleent, wat het gewoon secundair onderwijs betreft, zijn bevoegdheid aan artikel 6<sup>quater</sup> van de schoolpactwet van 29 mei 1959. Die bepaling wijst hem aan "als enig orgaan op het vlak van de beslissingen inzake het al dan niet geslaagd zijn" en preciseert voorts dat hij "oordeelt of een regelmatige leerling in voldoende mate de doelstellingen die in het leerplan zijn opgenomen, heeft bereikt om al dan niet te kunnen overgaan naar een volgend leerjaar. Voormelde bepaling wordt voor Vlaanderen verder uitgewerkt in het Besluit van de Vlaamse regering betreffende de organisatie van het voltijds secundair onderwijs van 19 juli 2002 (BS 4/12/2002), hierna verkort Organisatiebesluit.

In tegenstrijd met wat vaak wordt gedacht vereist deze wet of het Organisatiebesluit niet dat de betrokken leerling voor alle of welbepaalde vakken voldaan moet hebben, of een minimaal percentage voor het geheel van de vakken behaald moet hebben. Artikel 57 van het Organisatiebesluit leert integendeel dat, "het met vrucht beëindigen van leerjaren van het voltijds secundair onderwijs niet noodzakelijk gebonden is aan het slagen voor afzonderlijke toetsen, examens of proeven over een deel of het geheel van de vorming".

De delibererende klassenraad beschikt over een autonome en ruime discretionaire bevoegdheid bij de beoordeling van de leerling. Hij dient zich hierbij wel te steunen én te motiveren op alle relevante concrete gegevens van het dossier, onder meer de volledige resultaten van alle proeven, toetsen of examens en de evolutie zoals die door alle leerkrachten en begeleidende klassenraad gedurende een volledig schooljaar is ervaren.

Op basis van voormeld dossier dient de vraag of de doelstellingen die in het leerplan werden opgenomen al dan niet in voldoende mate werden bereikt, beoordeeld te worden voor het geheel van de vorming tegen de achtergrond van de leerplannen. Ook deze toetsing aan de leerplannen dient te blijken uit de beslissing van de klassenraad.

De Raad van State oordeelde reeds op 8 november 2005 dat attitudes, studie- en leefhoudingen niet rechtmatig in rekening worden gebracht zonder dat aangetoond wordt dát en hoé deze attitudes en houdingen als doelstellingen in de leerplannen zijn opgenomen.

Veelal worden beslissingen van de delibererende klassenraad niet afdoende gemotiveerd doordat niet gemotiveerd wordt of en zo niet op grond van welke concrete gegevens geoordeeld wordt dat de betrokken leerling niet in voldoende mate de doelstellingen die in het leerplan zijn opgenomen, heeft bereikt. Dit gebrek aan "afdoende" motivering heeft

reeds tot heel wat succesvolle klachten bij de Raad van State geleid.

In heel wat gevallen wordt bovendien artikel 57 van het Organisatiebesluit genegeerd, dat bepaalt dat "het met vrucht beëindigen van leerjaren van het voltijds secundair onderwijs niet noodzakelijk gebonden is aan het slagen voor afzonderlijke toetsen, examens of proeven over een deel of het geheel van de vorming" genegeerd doordat op basis van één of meerdere tekorten "sec" een B-of C-attest toegekend wordt zonder deze tekorten af te wegen tegen het geheel van de vorming.

Of voormelde procedure uiteindelijk zal uitmonden in een wettige beslissing, dan wel in het begeerde attest of diploma, zal helaas bij hardnekkig verweer vaak slechts blijken in de loop van het volgende schooljaar, waarna desgevallend de discussie kan starten omtrent de schade voor verlies van een schooljaar...

BELGAVOKA E.E.S.V. wijst er op dat elk contact met haar leden uitsluitend een aangelegenheid tussen de eventuele cliënt en het betrokken lid betreft. Dit betekent dat het lid instaat voor het beroepsgeheim en de uitsluitende verantwoordelijkheid van de cliëntenrelatie draagt. De cliënt richt zich intuïtu personae tot het lid van Belgavoka en deze relatie kan nooit leiden tot enige aansprakelijkheid van de E.E.S.V. BELGAVOKA.



## MEDIATION : WARUM DIE KÖNIGLICHE MEDIATION NICHT ERFOLGREICH SEIN KANN

König Albert II hat es nach 15monatigen Versuchen nicht geschafft. Abgesehen von der Tatsache, dass BELGIEN ein kompliziertes Wesen ist, das aus einer Revolution und dem Zusammengehen von zwei Gemeinschaften entstanden ist, haben der König, seine Umgebung und die politisch Verantwortlichen Beschlüsse genommen, die Erfolgsaussichten einer Vermittlung schwer belasten.

Es wird aber immer wichtiger, vertraut zu sein mit subtilen Konfliktlösungsmethoden für jeden, der eine gesellschaftliche Verantwortung trägt. Konflikte kommen häufiger vor, werden komplexer, delikater und verlangen nach einer schnellen und optimalen Lösung.

Mediation gilt international als die moderne Konfliktlösungsmethode par excellence, hervorgehoben durch die EU-Risiken des Rats und des Parlaments vom 24.05.2008.

Mediation ist eine Vermittlungsform in Konflikten, in der neutrale Vermittlungsexperten die Verhandlungen zwischen Parteien begleiten, und für jede Partei die optimale Lösung erarbeiten, unter Inbetrachtung derer tatsächlichen Interessen. A.F.M.. Brenninkmeyer, Handbuch Mediation, SDU, 2005, Seite 6, u.f. Die Schnelligkeit, die Kalkulierbarkeit der Kosten und die Sicherheit sind eindeutige Vorteile gegenüber jeder anderen Konfliktbegleichungsform, sei es über die Gerichte oder sei es durch Schiedsgerichte.

### Welches sind die Kennzeichen der Mediation ?

1. Die Freiwilligkeit: Die Parteien benennen zuerst einen Vermittler, der von den Parteien vollkommen unabhängig ist, um sie im Verhandlungsprozess zu begleiten. Sie tun dies indem sie sich verpflichten, zuzugestehen, dass jeder Teilnehmer sich in jedem Augenblick zurückziehen kann: sowohl die Parteien als auch der Vermittler.
2. Die Vertraulichkeit: Jeder kann seine Überlegungen zum Ausdruck bringen, ohne dass dies während oder nach der Vermittlung durch die andere Partei veröffentlicht werden kann. Auch der Vermittler muss die Vertraulichkeit garantieren und muss Dritt-Personen gegenüber Stillschweigen über die Vermittlung bewahren. Für Verletzungen wäre er haftbar.
3. Der Mediationsprozess: Die Mediation beginnt mit einem einführenden Gespräch, eruiert die Tatsachen, die verschiedenen Optionen die sich den Parteien stellen, und führt schlussendlich zu einem Vergleich. Der ganze Prozess wird begleitet durch einen besonders ausgebildeten und unabhängigen Spezialisten, der den Parteien hilft um zu einer Lösung zu kommen.

Die Parteien behalten sich alle Schritte vor einem ordentlichen Gericht oder vor einem Schiedsgericht vor. Allerdings sind während der Dauer der Vermittlung sämtliche Gerichtsprozesse mit der Ausnahme von Sicherungsmaßnahmen aufgeschoben, bis entweder eine Vereinbarung zustande gekommen ist, oder aber der Vermittler das Vermittlungsverfahren beendet.

Der Vermittler handelt immer in neutraler Haltung und im Hinblick auf die Herbeiführung eines Vergleichs. Er versucht Bedingungen zu schaffen, die dies erleichtern, sei es indem er die Parteien mit Informationen versorgt, ihnen die Lage der gegnerischen Partei erklärt, die Kommunikation zwischen Parteien zu verbessern versucht, und sie im Hinblick auf ihre Schwierigkeiten und ihrer Hoffnungen aufklärt, und versucht, festgestellte Schwierigkeiten zu überbrücken.

Die Forderung einer effizienten, offenen und ehrlichen Verhandlungsweise, um schlussendlich auf freiwilliger Basis zu einem Vergleich zu kommen, die zu der erwünschten Lösung führt, muss zum guten Gelingen erfüllt werden.

### Warum wird die königliche Vermittlung scheitern ?

1. Die Vermittler wurden nicht freiwillig von den Parteien gewählt, sondern wurden ihnen auferlegt. Die königlichen Vermittler sind im Übrigen nicht für eine Mediation ausgebildet. Sie sind schlussendlich keine unabhängigen politische Akteure, sondern werden immer in Verbindung gebracht mit einer Region oder einer politischen Partei und können so kein Vertrauensklima schaffen.
2. Aus allen vorherigen Versuchen wissen wir, dass der mit der Regierungsbildung beauftragte spätere Premierminister kein rechtes Verhältnis zur Vertraulichkeit hat, und den Unterhändlern diese auch nicht aufgelegt hat. Man konnte nicht mehr frisch und frei diskutieren oder man durfte es nicht mehr. Ein Vermittler darf seine persönliche Meinung nicht in der Öffentlichkeit breit treten, so wie Herr LAMBERTZ dies in Bezug auf den Verhandlungskalender bereits getan hat.
3. Eine Vermittlung muss nicht notwendigerweise zu einem Kompromiss „à la belge“ führen. Eine Vermittlung muss sämtliche Stufen durchlaufen. Man muss es wagen, alles in Frage zu stellen, den Parteien die Gelegenheit geben, ihre wirklichen Belange auszudrücken, und anzustreben, dass sie ihres Gegenübers besser zu verstehen. Der Respekt für die andere Meinung ist hier wichtig und alle Möglichkeiten müssen durchgespielt werden. Wenn der Vergleichsversuch trotzdem schlussendlich scheitern sollte, aber in einer sachdienlichen Weise geführt wurde, führt er zumindest zu einem besseren Verständnis der jeweiligen Parteien für die Position des anderen, der die Basis bilden kann für eine auf dem Verhandlungswege zu erreichende Kompromisslösung.

Zum Schluss muss drauf hingewiesen werden, dass der Begriff der Vermittlung oft in verwirrender und ungerechtigter Weise gebraucht wird. Deshalb spricht man besser von Mediation, doch selbst die Veränderung des Namens wird nicht dazu führen, dass die königlichen Vermittler erfolgreich sein werden.



Theo DE BEIR

## ENTSCHULDBARKEIT UND EHE

Victor DEBONNET

Das im Konkursrecht bekannte System der Entschuldbarkeit ist grundlegend durch das Gesetz vom 8. August 1997 über Konkurse (Belgisches Staatsblatt vom 28. Oktober 1997), das am 1. Januar 1998 in Kraft getreten ist, geändert worden.

Nach mehreren Meinungswechseln des Gesetzgebers und der Annahme von "Wiedergutmachungsgesetzen" in Bezug auf das oben genannte Gesetz vom 8. August 1997 scheint das System der Entschuldbarkeit sich nunmehr "stabilisiert" zu haben<sup>(1)</sup>.

Für den Konkurschuldner als natürliche Person kann die Entschuldbarkeit durch eine Entscheidung auf Antrag des Konkurschuldners gewährt werden; dieser Antrag an das Handelsgericht ist jedoch erst nach Ablauf einer Mindestfrist von sechs Monaten ab dem Datum des Konkursurteils möglich (Artikel 80 des Gesetzes).

Liegt kein Antrag des Konkurschuldners vor, muss das Handelsgericht beim Abschluss des Konkurses den Konkurschuldner vorladen, um mit ihm zu prüfen, ob die Entschuldbarkeit Anwendung findet oder nicht.

Wird die Entschuldbarkeit gewährt, so sind danach keine Verfolgungen der Gläubiger gegen den Konkurschuldner mehr möglich (Artikel 82), außer für die Gläubiger von Alimenten oder von Entschädigungen zur Wiedergutmachung von Körperverletzungen.

Schließlich ist der Ehepartner des Konkurschuldners, der für die Schulden aufzukommen hat, durch die Wirkung der Entschuldbarkeit von dieser Verpflichtung "befreit" (Artikel 82).

Bezüglich des Vorteils von Artikel 82 zu Gunsten des Ehepartners hat sich eine Schwierigkeit ergeben im Falle der Auflösung der Ehe vor der Verkündung des Urteils zur Gewährung der Entschuldbarkeit.

Mit anderen Worten, wenn vor der Entscheidung über die Entschuldbarkeit der Tod des Konkurschuldners eintritt oder seine Ehe geschieden wird, kann der ehemalige Partner, der Witwer oder geschieden ist, den Vorteil der Entschuldbarkeit noch beanspruchen?<sup>(2)</sup>

Es wird einstimmig der Standpunkt vertreten, dass die Entschuldbarkeit zum Zeitpunkt des Urteils des Richters zu bewerten ist, im Gegensatz zum Los der Bürgen beispielsweise.

Auf diese Weise wird davon ausgegangen, dass die Wirkung der Entschuldbarkeit am Datum des Urteils, mit der sie gewährt wird, gilt.

Daraufhin wurde die Frage gestellt, ob ein Ehepartner, dessen Ehe am Datum der Konkurserklärung oder aber im Laufe des Konkursverfahrens beendet wurde, die Entschuldbarkeit in Anspruch nehmen könnte.

Es ist festzustellen, dass der Schiedshof bzw. der Verfassungsgerichtshof<sup>(3)</sup> in Erwiderung auf präjudizielle Fragen bestätigt hat:

1. dass Artikel 82 Absatz 2 des Gesetzes über Konkurse in der durch das Gesetz vom 2. Februar 2005 abgeänderten Fassung so auszulegen ist, dass er zur Folge hat, dass der Ehepartner zum Zeitpunkt der Entschuldbarkeitserklärung noch durch die Ehe mit dem Konkurschuldner verbunden sein muss, um entlastet zu werden.
2. dass der in diesem Sinne ausgelegte Artikel 82 Absatz 2 nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstößt und somit nicht für nichtig zu erklären ist.

\* \*  
\*

Mit dem Gesetz vom 18. Juli 2008, dem "Gesetz zur Abänderung des Artikels 82, Absatz 2 des Konkursgesetzes vom 8. August 1997 hinsichtlich der Entschuldbarkeit der Ex-Ehepartner", veröffentlicht im Belgischen Staatsblatt vom 28. August 2008 und wirksam ab dem gleichen Datum, d.h. dem 28. August 2008, ist der Gesetzgeber erneut tätig geworden.

Der betreffende Text lautet wie folgt:

"Der Ehepartner des Konkurschuldners, der persönlich für die Schulden des Letzteren haftbar ist, oder der Ex-Ehepartner, der persönlich für die während der Zeit der Ehe entstandenen Schulden seines früheren Ehepartners haftbar ist, wird infolge der Entschuldbarkeit von dieser Verpflichtung befreit."

Diese Änderung ist – wenn auch spät – ein Schritt in die richtige Richtung und als Antwort auf die überzeugende Kritik verschiedener Autoren auf die Begründung der Entscheidungen des Schiedshofes / Verfassungsgerichtshofes zu verstehen.

- (1) Pour un historique et des développements sur l'excusabilité au profit du conjoint, Revue de Droit de Commercial belge, Verlag LARCIER, S. 307 bis 331, Bénédicte INGHELS, LA FAILLITE, Edition LARCIER 2006, François T'KINT und Werner DERIJCKE, S. 372 und 373
- (2) De l'excusabilité accordée à titre posthume, gemeinsames Werk SURETES ET PROCEDURES COLLECTIVES, Commission Université Palais, LÜTTICH, ANTHEMIS, SA LIEGE, 2008, S. 111
- (3) Urteil des Schiedshofes 37/2007 vom 7. März 2007 – Geschäftsverzeichnisnummern 3987 und 4021  
Urteil des Verfassungsgerichtshofes 3/2008 vom 17. Januar 2008 – Geschäftsverzeichnisnummer 4146

## PROZESSIEREN GEGEN EIN SCHLECHTES SCHULZEUGNIS ?

Guido VANDENEYENDE

Es liegt wohl am Zeitgeist, dass bei vielen Eltern, deren Kinder mit einem schlechten Zeugnis nach Hause kommen (das famose "C-Attest"), die Frage aufkommt, ob dagegen wohl "etwas" unternommen werden kann.

Was unternommen werden kann und auf welcher Grundlage, ist weniger bekannt. Die Basis findet man in der föderalen Gesetzgebung sowie in den jeweiligen Beschlüssen der Gemeinschaft, in der die Schule liegt. Sowohl die zu beachtende Prozedur wie auch die rechtlich relevanten Gründe, um eine Entscheidung des Klassenrats anzufechten, müssen genauer untersucht werden. Unter anderem ist zu beachten, dass innerhalb sehr kurzer Fristen zu handeln ist.

Sobald der Klassenrat eine Entscheidung getroffen hat, muss innerhalb von drei Tagen seitens des Schülers / der Eltern eine Verhandlung mit einem Vertreter des Schulträgers oder dem Vorsitzenden des Klassenrates beantragt werden. In der Schulordnung, in der zwingend auf die Berufungsprozedur hingewiesen werden muss, wird in der Regel bestimmt, dass die begründete Anfechtung fristgerecht bei der Schulleitung eingereicht werden muss. Gegenstand dieses Antrags ist es, dass der Klassenrat nochmals mit dem Fall befasst werden soll.

Nach der oben genannten Beratung wird der beratende Klassenrat, insofern dies beschlossen wurde, umgehend erneut einberufen.

Wenn beschlossen wurde, dass der beratende Klassenrat nicht erneut einberufen werden muss, oder wenn auch die zweite Entscheidung des Klassenrates angefochten wird, besteht der nächste Schritt darin, dass die Einspruchskommission berät, ob es angemessen ist, den Klassenrat erneut (!) einzuberufen. Die Beschwerde bei der Einspruchskommission ist innerhalb von 3 Arbeitstagen nach der oben genannten Beratung oder, wenn die betreffende Beratung zu einer neuen Zusammenkunft des beratenden Klassenrates geführt hat, innerhalb von 3 Werktagen, nachdem das Ergebnis dieser Zusammenkunft den betroffenen Personen mitgeteilt wurde, einzureichen. Sodann beschließt der Schulträger, ob der Klassenrat im Hinblick auf eine neue Entscheidung erneut zusammentrifft oder nicht.

Wenn der Klassenrat erneut zusammentreffen muss, muss dies spätestens am 15. September des darauf folgenden Schuljahres geschehen.

Die letzte Phase des möglichen Verfahrens ist der Staatsrat: entweder eine Beschwerde (1°) gegen die Entscheidung des Schulträgers, den Klassenrat nicht erneut einzuberufen, oder (2°) gegen die Entscheidung des beratenden Klassenrates selbst. Hierbei beträgt die Frist 60 Tage nach der Mitteilung.

Angesichts des schwer wieder gut zu machenden ernsthaften Nachteils und der Dringlichkeit ist es meist ratsam, nicht nur eine Nichtigerklärung zu beantragen, sondern auch eine Aussetzung wegen Dringlichkeit, so dass bereits wenige Tage nach dem Einreichen des Antrags beim Staatsrat die

Akte behandelt werden kann.

Wenn der Staatsrat die beantragte Aussetzung gewährt, ergreift das Organ, das den ausgesetzten Beschluss gefasst hat, gewöhnlich einen neuen Beschluss, und daraufhin kann -notwendigenfalls- wieder ein Verfahren beim Staatsrat eingeleitet werden, so oft wie notwendig...

Nicht der Staatsrat, sondern nur der beratende Klassenrat kann nämlich darüber entscheiden, ob der betreffende Schüler bestanden hat oder nicht.

Im Bereich des Regelsekondarunterrichts erhält dieser Klassenrat seine Befugnis durch Artikel 64ter des Schulpaktgesetzes vom 29. Mai 1959. Diese Bestimmung bezeichnet ihn als "das einzige Organ, das Entscheidungen darüber trifft, ob jemand bestanden hat oder nicht", und es wird ferner präzisiert, dass er "darüber urteilt, ob ein Regelschüler in ausreichendem Maße die im Lehrplan enthaltenen Ziele erreicht hat, um gegebenenfalls ins nächste Schuljahr überzugehen". Diese Bestimmung ist für Flandern weiter ausgearbeitet worden im Erlass der Flämischen Regierung über die Organisation des vollzeitigen Sekundarunterrichts vom 19. Juli 2002 (BS 4/12/2002), nachstehend kurz Organisationserlass genannt.

Im Gegensatz zu einer weit verbreiteten Meinung verlangt dieses Gesetz oder der Organisationserlass nicht, dass der betreffende Schüler alle oder bestimmte Fächer bestanden haben muss oder einen Mindestprozentsatz für die Gesamtheit der Fächer erreicht haben muss. Artikel 57 des Organisationserlasses besagt hingegen: "der erfolgreiche Abschluss von Schuljahren im vollzeitigen Sekundarunterricht hängt nicht notwendigerweise vom Bestehen einzelner Tests, Prüfungen oder Arbeiten über einen Teil oder die Gesamtheit der Ausbildung ab".

Der beratende Klassenrat verfügt über eine autonome und weitgehende Ermessensbefugnis bei der Beurteilung des Schülers. Er muss sich dabei jedoch auf alle relevanten Angaben der Akte stützen und seinen Beschluss damit begründen, u.a. die vollständigen Ergebnisse aller Tests, Prüfungen oder Arbeiten und die Entwicklung, die alle Lehrkräfte und der begleitende Klassenrat während eines vollständigen Schuljahres festgestellt haben.

Auf der Grundlage der oben genannten Akte muss die Frage, ob die im Lehrplan enthaltenen Ziele in ausreichendem Maße erreicht wurden oder nicht, für die Gesamtheit der Ausbildung vor dem Hintergrund der Lehrpläne beurteilt werden. Auch diese Prüfung anhand der Lehrpläne muss im Beschluss des Klassenrates ersichtlich sein.

Der Staatsrat hat bereits am 8. November 2005 geurteilt, dass Einstellungen, Studien- und Lebenshaltungen nicht rechtmäßig berücksichtigt werden, wenn nicht nachgewiesen wird, dass und wie diese Einstellungen und Haltungen als Ziele in den Lehrplänen enthalten sind.

Oft werden Beschlüsse des beratenden Klassenrates nicht ausreichend begründet, indem nicht angeführt wird, ob und gegebenenfalls aufgrund welcher konkreter Angaben geurteilt wird, dass der betreffende Schüler die im Lehrplan enthaltenen Ziele nicht in ausreichendem Maße erreicht hat. Dieser Mangel an "ausreichender" Begründung hat bereits zu einer ganzen Reihe von erfolgreichen Klagen beim Staatsrat geführt.

In vielen Fällen wird außerdem Artikel 57 des Organisationserlasses außer acht gelassen, der besagt, dass "der erfolgreiche Abschluss von Schuljahren im vollzeitigen Sekundarunterricht nicht notwendigerweise vom Bestehen einzelner Tests, Prüfungen oder Arbeiten über einen Teil oder die Gesamtheit der Ausbildung abhängt", indem auf der Grundlage eines oder mehrerer Mängel "sec" ein B- oder C-Attest ausgestellt wird, ohne diese Mängel gegenüber der gesamten Ausbildung abzuwägen.

Ob das oben genannte Verfahren schließlich zu einer gesetzmäßigen Entscheidung oder zu der angestrebten Bescheinigung bzw. dem Diplom führt, wird sich leider jedoch bei hartnäckiger Verteidigung oft erst im Laufe des darauf folgenden Schuljahres herausstellen, und dann kann gegebenenfalls die Diskussion über den Schaden infolge des Verlustes eines Schuljahres beginnen...

BELGAVOKA E.W.I.V. weist darauf hin, dass jeglicher Kontakt mit einem ihrer Mitglieder eine Angelegenheit zwischen dem potentiellen Mandanten und dem betroffenen Mitglied darstellt. Dies bedeutet, dass jedes Mitglied im Rahmen seiner Beziehung Mandanten für die Wahrung des Berufsgeheimnisses einsteht und seine diesbezügliche Verantwortung übernehmen wird. Indem sich der Mandant an ein Mitglied von Belgavoka wendet, richtet er sich ausschliesslich an diese Person und aus dieser Beziehung lässt sich keinesfalls eine Verantwortlichkeit der E.W.I.V. BELGAVOKA ableiten.

## CONCILIATION / MEDIATION: WHY THE ROYAL INTERMEDIARIES ARE DOOMED TO FAIL



Theo DE BEIR

King Albert II hasn't even succeeded after nearly 15 months of trying. Despite the fact that Belgium is extremely complex and was created following a unilateral revolution and a coming together of two communities, the King, his entourage and political figures have made decisions which have greatly complicated conciliation.

Familiarity with sophisticated dispute resolution methods has become increasingly crucial for all those invested with responsibilities in our society. Disputes arise more often and are more complex and delicate, requiring an optimal solution as quickly as possible.

Conciliation/mediation is internationally recognised as the best modern dispute resolution method, an opinion which was recently confirmed yet again by the EU Directive from the Council and the Parliament dated 24 May 2008.

Mediation is a form of conciliation in conflicts where a neutral intermediary, the mediator, leads the negotiations between the parties in order to take their real concerns into account to find joint policies which could lead to optimal results for both (A.F.M. Brenninkmeyer, Mediation Handbook, SDU, 2005, p. 6 and following). It's clear that rapidity, cost price control and security are important advantages compared with other forms of dispute settlement (court, arbitration, etc.).

### What are the characteristics of mediation?

1. *willingness: the parties first accept a mediator who is completely independent of the parties and agree for the mediator to lead them in the mediation process. They must commit to such mediation, knowing full well that any of the parties, including the mediator as well, may withdraw from the process at any time;*
2. *confidentiality: the parties must be able to freely express their positions, without that being abused by the other party during or even after the conciliation process; the intermediary must also guarantee confidentiality and not communicate with third parties about the negotiations, under penalty of possible liability claims;*
3. *the mediation process: from the opening discussions, throughout the exploration phase and statement of the facts, examination of options and negotiations, the goal is to conclude with an agreement or compromise; the process is led by a specifically-trained and independent professional who helps and aids the parties to find solutions which they themselves must devise;*

The parties retain the right to use any and all legal and arbitration procedures they may deem necessary. All procedures (with the exception of those of a purely conservative nature) must, however, be suspended until an agreement is reached between the parties or until one of the parties or the intermediary ends the conciliation process.

The intermediary must act with full neutrality in order to

promote the conclusion of an amicable agreement. To this end, he/she must try to create conditions which are conducive to or which facilitate continuation of the process: reciprocal sharing of information and comprehension of the respective situations of the parties; encouragement of communication between the parties regarding their difficulties and expectations; search for appropriate solutions to meet the expectations of the parties and to reconcile the difficulties stated; encouragement of efficient and sincere negotiations; voluntary conclusion by the parties of a settlement containing the solution reached;

### Why the Royal Intermediaries will Fail

1. they were not voluntarily appointed by the parties or interested parties concerned, but were imposed on the parties. Furthermore, the Royal intermediaries were not trained to perform mediation. Lastly, they are not independent (political) figures and will thus remain perceived as tied with a region or political party, thus preventing the creation of an atmosphere of trust.
2. experience from all previous attempts has taught us that confidentiality proved to be the undoing of the person charged with forming a new government and later prime minister and that he failed to impose such confidentiality on the negotiating parties: they were not able to speak freely or no longer dared to do so. An intermediary must not allow his/her personal opinion to filter out to the outside world (or even internally), as Mr. Lambertz mistakenly did by taking a position on the timing.
3. conciliation does not mean that one must arrive at a (Belgian) compromise: the conciliation process must run through all of the steps, dare to question everything, thus allowing the parties to express their real concerns and hopefully gain an understanding of the other party's views. Respect for the other's opinion is very important and all options must be examined. If the conciliation process does fail in the end, even if it was conducted appropriately in accordance with the rules of the game, it will have given the parties a better understanding of the opposing viewpoints. And this is the basis of a bargained solution between parties.

Lastly and, in general, the term of conciliation is too often (mistakenly and improperly) used, thus creating deceptive appearances. Therefore, the term of Mediation would be more appropriate. Though, even changing the term would not give the Royal mediators a greater chance of success...

## DISCHARGE AND MARRIAGE

Victor DEBONNET

The system of discharge provided for in bankruptcy law was thoroughly modified by the Bankruptcy Law of 8 August 1997; this Law it was published in the Belgian Official Gazette (*Moniteur belge/Belgisch Staatsblad*) on 28 October 1997 and entered into force on 1 January 1998.

After much hesitation on the part of legislators and the passage of laws intended to "repair" the aforementioned Law of 8 August 1997, the discharge system now appears to have "stabilised"<sup>(1)</sup>.

Bankrupt natural persons may be discharged by a decision issued subsequent to a request made by the bankrupt to the Commercial Court (*Tribunal de Commerce*). Such a request may be made only after a period of minimum six months as from the date of the declaration of bankruptcy (Article 80 of the Law).

If the bankrupt has not made such a request, the Commercial Court must, after the closure of the bankruptcy, summon the bankrupt to examine with him whether or not he is eligible for discharge.

If discharge is granted, this prevents the bankrupt's creditors from proceeding against him later (Article 82), with the exception of maintenance claimants or claimants for indemnity for assault occasioning actual bodily harm.

Finally, the bankrupt's spouse, who is liable for the debt, is thereby released from this obligation under the terms of the discharge (Article 82).

A difficulty has arisen as regards the benefit to a spouse under Article 82 in the event that the marriage is dissolved prior to the pronouncement of the order granting discharge.

In other words, if the bankrupt person dies or divorces his or her spouse before the discharge is granted, can the widow(er) or divorced ex-spouse still benefit from the discharge?<sup>(2)</sup>

It is unanimously accepted that discharge is appraised at the time when the judge issues it, contrary, for example, to the discharge of guarantors.

Thus the effects of discharge are held to apply as from the date of the order granting it.

Consequently, the question has been raised as to whether discharge could benefit a spouse who had ceased to be married either at the date of the bankruptcy, or in the course thereof.

It must be noted that the Court of Arbitration and/or Constitutional Court<sup>(3)</sup> confirmed, in response to prejudicial questions:

1. that Article 82, paragraph 2 of the Bankruptcy Law, as amended by the Law of 2 February 2005, should indeed be interpreted to imply that in order to obtain a discharge, the spouse must still be linked to the bankrupt by marriage at the time of the order of discharge;

2. that Article 82, paragraph 2, understood in this way, does not contradict Articles 10 and 11 of the Constitution and thus cannot be annulled.

\* \*  
\*

The legislators once again addressed the matter, adopting the Law of 18 July 2008 entitled "Law amending Article 92, paragraph 2 of the Law of 8 August 1997 on bankruptcies with regard to discharge of spouses", published in the Belgian Official Gazette (*Moniteur belge/Belgisch Staatsblad*) of 28 August 2008 and entering into force on the same date, i.e. 28 August 2008.

The text of this law specifies:

"The spouse of the bankrupt who is personally liable for the debt of his or her spouse, or the ex-spouse who is personally liable for the debt his or her spouse incurred during the marriage, is released from this obligation by virtue of the discharge".

This amendment, although coming late, moves in the right direction, reflecting judicious criticisms made by various authors concerning the motives of the decisions of the Court of Arbitration/Constitutional Court.

- (1) On the history and developments of discharge of the spouse in Belgian law, see Bénédicte Inghels, "Petite histoire d'une grande idée: l'excusabilité", *Revue de Droit de Commercial belge* 2007/4, pp. 307-331; François T'Kint and Werner Derijcke, *La Faillite*, Brussels: Editions Larcier, 2006, pp. 372-373.
- (2) On discharge granted posthumously, see the collective volume *Sûretés et procédures collectives* (Commission Université Palais), Liège: Anthemis SA, 2008, page 111.
- (3) Judgment no. 37/2007 of the Court of Arbitration of 7 March 2007 – register numbers 3987 and 4021.

## LITIGATION AGAINST A BAD SCHOOL REPORT?

Guido VANDENEYDE

It must be a sign of the times that many parents whose children come home with bad school results (often the notorious "C certificate") wonder if "something" can be done about it.

What can be done, and on what grounds, is less widely known. The fundamental principal can be found in federal law or in the decrees issued by the government of the community where the school is situated. Both the procedure to be followed and the legal grounds that may be relevant in judging whether or not it is appropriate to contest a decision taken by the class committee need some clarification, in particular because the period within which action can be taken is very short.

If the class committee takes a decision that is contested by the pupil and/or the parents, the latter may, within three working days of notification, exercise the right to have a meeting with the representative of the organising body or the chairman of the class committee. In the school rules, which mandatorily sets out the details of the appeals procedure, the headmaster is usually designated as the authorised person to whom the reasoned contestation should be submitted in time. The subject of the above-mentioned meeting is the request to reconvene the class committee.

After the above-mentioned meeting, the class committee will be reconvened as soon as possible if it has been so decided.

If it was decided that the class committee need not be reconvened or if the second decision of the class committee is also contested, the next step is for the appeals committee to deliver an opinion as to whether the class committee should be convened once again (!). The appeal to the appeals committee is lodged within a period of three working days after the aforementioned meeting or, if that meeting led to the class committee being reconvened, within three working days after the result of that meeting was communicated to the person concerned. Subsequently, the organising body decides whether or not the class committee should be reconvened in order to take a new decision.

If the class committee has to be reconvened, it should meet no later than on 15 September of the following school year.

The last stage of the possible procedure is bringing the matter before the Council of State, either (1) against the decision of the organising body not to reconvene the class committee or (2) against the decision of the class committee itself. In this case, the relevant period is within 60 days of notification.

Given the serious disadvantage that cases may be difficult to remedy and may be urgent, it is usually appropriate not only to demand nullification but also suspension in case of extreme urgency so as to ensure that the case can be heard only a couple of days after the request was lodged with the Council of State.

*If the Council of State grants the requested suspension, the entity that took the suspended decision usually takes a new decision whereupon, if necessary, a procedure can again be instituted with the Council of State, as often as is necessary.*

*It is not the Council of State but only the class committee that can decide whether the pupil in question has or has not passed.*

*In ordinary secondary education, this class committee derives its authority from Article 6c of the School Pact Act of 29 May 1959 which designates the class committee "as the sole body competent to take decisions as to whether a pupil has or has not passed" and further provides that it "judges whether a regular pupil has sufficiently met the objectives laid down in the curriculum to be able to move on to the next year". In respect of Flanders, the above-mentioned provision has been worked out in more detail in the Flemish Government Decree of 19 July 2002 on the organisation of full-time secondary education (Belgian official journal (BS) 4 Dec. 2002), hereinafter referred to as the "Organisation Decree".*

*Contrary to what is often thought, this Act and the Organisation Decree do not require that the pupil in question must have met the requirements for all or for specific subjects or must have obtained a minimum percentage for all of the subjects. On the contrary, Article 57 of the Organisation Decree provides that "the successful completion of the years of full-time secondary education is not necessarily connected with passing separate tests or examinations on a part or the whole of the education".*

*The class committee has autonomous and broad discretionary powers in assessing the pupil. In this regard, however, the committee must base its decision and reasoning on all relevant specific data of the dossier, including the full results of all tests or examinations and the pupil's progress as perceived by all the teachers and the guiding class committee during a complete school year.*

*On the basis of the above-mentioned dossier, the question of whether the objectives laid down in the curriculum have or have not sufficiently been met should be evaluated with regard to the entire education in the light of the curricula. The class committee's decision must also reflect this verification against the curricula.*

*As early as 8 November 2005, the Council of State delivered the opinion that attitudes to life and studies cannot be lawfully taken into account without it having been shown that and how these attitudes are incorporated as objectives in the curricula.*

*Often, decisions of the class committee are not sufficiently reasoned as no reasons are given as to whether, or are consequently not decided on the basis of specific data, it is judged that the pupil concerned has not sufficiently met the objectives laid down in the curriculum. This lack of "sufficient" reasons has already led to a considerable number of successful complaints to the Council of State.*

*In many cases, moreover, Article 57 of the Organisation Decree is ignored, which provides that "the successful completion of the years of full-time secondary education is not necessarily connected with passing separate tests or examinations on a part or the whole of the education",*

*in that on the basis of one or several shortcomings per se a B or C certificate is granted without weighing these shortcomings against the education as a whole.*

*If the above-mentioned procedure eventually leads to a legal decision, the sought-after certificate or diploma will, in the case of stubborn defence, unfortunately become apparent only in the course of the following school year, after which, where appropriate, the party concerned can start discussions concerning the damage suffered as a result of having lost a school year.*

BELGAVOKA E.E.I.G. points out that any relationship with its members is a matter between the possible client and the member concerned. This means that each member is responsible for professional secrecy and his liability in the framework of the relationship with clients. The client has a relationship based on the principle of *intuiti personae* when dealing with a Belgavoka member and the E.E.I.G. BELGAVOKA has no liability whatsoever, in any circumstances, with regard to this relationship.

**visit our website**  
**[www.belgavoka.be](http://www.belgavoka.be)**

# Leden | Membres | Mitglieder | Members

## ANTWERPEN

### KANTOOR VAN CAMP

Katia VLEUGELS  
Molensstraat 52-54, 2018 ANTWERPEN  
Tel 03/241.05.41  
Fax 03/241.05.40  
E-mail: katia.vleugels@evclaw.com

## ARLON & NEUFCHATEAU

### MICHEL & LEFEVRE

Jean-Paul MICHEL  
Avenue Bouvier 39, 6760 VIRTON  
Tel 063/58.86.90  
Fax 063/58.86.94  
E-mail: jpaul.michel@belgavoka.be

## BRUGGE

### LANDUYT, SERGEANT, FEYS & PERSYN

Johan PERSYN  
Zwijnstraat 3, 8000 BRUGGE  
Tel 050/34.36.34  
Fax 050/34.05.19  
E-mail: jpersyn@law-office.be

## BRUSSELS

### DE BEIR & VANRAES

Theo DE BEIR  
Av. W. Churchill laan 51, 1180 BRUSSELS  
Tel 02/340.24.00  
Fax 02/343.83.03  
E-mail: theo.debeir@debeir-vanraes.be

## CHARLEROI

### LEMAIRE, DELADRIERE & LAMBERT

Geoffroy LEMAIRE  
Boulevard Mayence 21, 6000 CHARLEROI  
Tel 071/20.00.20  
Fax 071/20.00.21  
E-mail: glemaire@avocats-ldl.be

## DENDERMONDE

### DE CLERCQ - TRUYENS - DE SCHRUIJVER - MEESE

Luc TRUYENS  
Koningin Astridln 52, 9100 ST-NIKLAAS  
Tel 03/766.60.78  
Fax 03/765.95.75  
E-mail: ltruyens@skypro.be

## EUPEN

### ZIANS & HAAS

Guido ZIANS  
Heckingstraße 10, 4780 ST-VITH  
Tel 080/28.09.00  
Fax 080/22.90.17  
E-mail: guido.zians@zians-haas.be

## GENT

### BALCAEN-HEYMANS

Laurent BALCAEN  
Gebr. Vandeveldestraat 99, 9000 GENT  
Tel 09/223.94.28  
Fax 09/233.95.22  
E-mail: balcaen.heyman@skynet.be

## HASSELT

### GEYSKENS, VANDEURZEN & VENNOTEN

Jan SWENNEN  
Scheigoorstraat 5, 3580 BERINGEN  
Tel 011/42.53.00  
Fax 011/42.05.38  
E-mail: jan.swennen@gevaco.be

## HUY

### JAMAR, MOTTARD & DEGROOT

Florence DEGROOT  
Rue des Vieux Remparts 4/A, 4280 HANNUT  
Tel 019/51.37.30  
Fax 019/51.37.80  
E-mail: f.degroot@avocat.be

## IEPER

### VER ELST & GEELHAND de MERXEM

Francis VER ELST  
Brugseweg 63, 8900 IEPER  
Tel 057/21.85.26  
Fax 057/21.79.64  
E-mail: francis.verelst@scarlet.be

## KORTRIJK

### LEYSSEN - VANDELANOTTE - DEVLOO

Jan LEYSSEN  
Koning Albertstraat 24/1, 8500 KORTRIJK  
Tel 056/22.07.61  
Fax 056/22.07.81  
E-mail: jan@lvda.be

## LEUVEN

### ANDEBROEK - DE RIECK - VERSTRAETEN

Chris VANDEBROECK  
Vaartstraat 68-70, 3000 LEUVEN  
Tel 016/30.14.40  
Fax 016/30.14.44  
E-mail: chris.vandebroeck@advocaten-leuven.be

## LIEGE

### DEWEZ - BERNARD - GREGOIRE

Jean-Luc DEWEZ  
Rue des Remparts 6, 4600 VISE  
Tel 04/379.37.12  
Fax 04/379.08.99  
E-mail: jldewez@skynet.be

## G.D. LUXEMBOURG

### NATHAN & NOESEN

Jean-Paul NOESEN  
Rue des Glacis 18 - BP 391  
L-2013 LUXEMBOURG  
Tel 00352/46.02.46  
Fax 00352/46.16.46  
E-mail: jpnoesen@nathan-noesen.lu

## MARCHE-EN-FAMENNE

### DARDENNE-COLLET-ORBAN

Cécile ORBAN  
R. de la Gare 10/9, 6980 LA ROCHE-EN-ARD.  
Tel 084/41.01.00  
Fax 084/41.01.09  
E-mail: orban.cecile@swing.be

## MECHELEN

### LENS-DE KEERSMAECKER-COECKELBERGH

Jules DE KEERSMAECKER  
Schuttersvest 23/3, 2800 MECHELEN  
Tel 015/41.33.91  
Fax 015/41.51.84  
E-mail: advocaten.ldkc@skynet.be

## MONS

### POPYN, LESUISSE & D'ACUNTO

Olivier LESUISSE  
Marché Croix-Place 7, 7000 MONS  
Tel 065/377.477  
Fax 065/37.74.74  
E-mail: pld.avocats@belgavoka.be

## NAMUR

### CABINET DARMONT

Benoît DARMONT  
Chaussée de Charleroi 164, 5070 VITRIVAL  
Tel 071/74.38.80  
Fax 071/74.36.44  
E-mail: avocat.darmont@skynet.be

## NIVELLES

### AUQUIER-DENIS-DUQUESNOY-JOB-SCHREITER

Benjamin AUQUIER  
Avenue du Centenaire 4, 1400 NIVELLES  
Tel 067/21.83.85  
Fax 067/21.82.88  
E-mail: b.auquier@avocat.be

## OUDENAARDE

### KANTOOR JAN OPSOMMER

Jan OPSOMMER  
Kasteelstraat 8, 9700 OUDENAARDE  
Tel 055/31.17.70  
Fax 055/31.17.31  
E-mail: jan.opsommer@telenet.be

## TONGEREN

### KANTOOR DRIESSEN

Peter BOUTS  
St-Catharinastraat 54, 3700 TONGEREN  
Tel 012/23.13.68  
Fax 012/23.56.51  
E-mail: peter.bouts@driessen.be

## TOURNAI

### CABINET DEBONNET

Victor DEBONNET  
Rue de l'Athénée 12, 7500 TOURNAI  
Tel 069/22.88.18  
Fax 069/22.87.75  
E-mail: v.debonnet@skynet.be

## TURNHOUT

### DEVOS & VAN DEN EYNDE

Guido VAN DEN EYNDE  
Diestseweg 155, 2440 GEEL  
Tel 014/58.55.18  
Fax 014/58.55.09  
E-mail: guido@devosvde-law.be

## VERVIERS

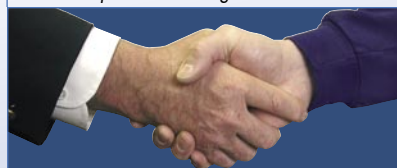
### CABINET COLLIN

Stéphane COLLIN  
rue du Palais 34, 4800 VERVIERS  
Tel 087/29.23.95  
Fax 087/29.23.99  
E-mail: s.collin3@avocat.be

## VEURNE

### KANTOOR LAGROU

Joris LAGROU  
Ijzerlaan 40, 8600 DIKSMUIDE  
Tel 051/50.06.93  
Fax 051/50.12.83  
E-mail: lagrou.advocaten@skynet.be



In cooperation with:

Alain VERBEKE  
Estate planning

Boulevard St-Michel 2  
1040 Brussels  
T 02/738.06.50  
F 02/738.06.60  
averbeke@greenille.com

Flip PETILLION  
Intellectual law

Koningstraat 71  
1000 Brussel  
T 02/214.28.86  
F 02/230.63.99  
fpetillion@crowell.com

Johan VERBIST  
Lawyer at the Court of Cassation

Bruderodestraat 13  
1000 Brussels  
T 02/501.94.77  
F 02/501.94.94  
johan.verbist@linklaters.com

Marc PREUMONT  
Criminal law

Avenue de Marlange 165  
5000 Namur  
T 081/74.10.60  
F 081/74.37.36  
m.preumont@avocat.be

Peter L'ECLUSE  
European competition law

Louizalaan 165  
1050 Brussels  
T 02/647.73.50  
F 02/640.64.99  
plecluse@vanbaelbellis.com

Roland FORESTINI  
Tax law

Avenue Buyl 173  
1050 Brussels  
T 02/663.89.20  
F 02/663.89.29  
rf@forestini.be